



Sections de Haute Garonne

Toulouse, le 21 avril 2009



NON, LA MESSE N'EST PAS DITE

Ces jours ci le DSF et le TPG organisent sur les différentes résidences du département une grande opération promotionnelle visant à nous prouver que les graves réformes en cours au sein du Ministère des Finances ont pour seul et unique but d'améliorer le « service rendu à l'usager ».

Mais quoi qu'ils puissent en dire, les agents savent déjà à quoi s'en tenir. Ils auront beau avancer en se frappant le coeur et en martelant, sur le mode incantatoire « le service public, le service public,... », ils ne tromperont personne.

Les contribuables du département seront traités de manière inégalitaire selon qu'ils sont citoyens des villes ou citoyens des champs, car les trésoreries rurales restantes n'auront pas les mêmes moyens que les SIP (Services des Impôts des Particuliers) implantés dans les villes du département. Pour des renseignements complets, pas d'illusions, les contribuables des zones rurales devront se déplacer et demain, sans doute encore plus loin qu'aujourd'hui si des trésoreries sont supprimées.

Le seul but de cette fusion, une fois de plus, c'est de supprimer des emplois et de réduire l'intervention de l'Etat. Au passage, quelques cadres dits de haut niveau y auront pêché une juteuse promotion.

Même si ces dirigeants essayent de l'habiller des oripeaux de la modernisation, ce qui se passe actuellement dans nos administrations et plus généralement dans toute la Fonction Publique n'est rien d'autre que le plus monstrueux plan social de tous les temps.

En 2009 la DGI et la DGCP perdront au total 2370 emplois. Pour l'ensemble de la Fonction Publique d'Etat l'hémorragie 2009 se chiffre à 30627 emplois (22921 en 2008).

Au moment où dans un contexte de crise économique et sociale sans précédent, les fermetures d'usines et d'entreprises s'accumulent que fait l'Etat ? Il restructure ses services pour supprimer un maximum d'emplois ! L'Etat employeur est le pire élève de la classe, comment pourrait-il obtenir du patronat qu'il ne suive pas son mauvais exemple ?

Mais réduire les moyens de l'Etat ce n'est pas simplement supprimer massivement des emplois publics, c'est aussi réduire les missions de service public. La conception du service public à la Française qui constitue un cadre de référence fort, tant pour le service rendu aux citoyens que pour les personnels qui mettent en oeuvre ces missions est mise à mal par cette politique libérale. Les victimes de cette politique sont d'abord et avant tout ceux qui ont le plus besoin de ce service public : les populations les plus défavorisées.

Cette réforme n'est pas la notre et il faudrait plus qu'un spectacle de grand guignol et un livre d'images, fût-il coûteux et en papier glacé, pour nous faire croire le contraire. Nous ne sommes pas des enfants venus assister au spectacle de cirque de fin d'année. Quel est donc le coût de ce matraquage d'envergure ? A combien de suppressions d'emplois correspond-il ?

Pourtant les moyens financiers existent pour satisfaire les besoins du service public et pour ne prendre que quelques chiffres, le gâchis fiscal peut être estimé à près de 600 milliards d'euros !!!

- 63 milliards d'aides publiques aux entreprises sans contreparties
- 400 milliards pour le plan en faveur des banques
- 75 milliards de niches fiscales
- 15 milliards de paquet fiscal
- 50 milliards de fraude fiscale

Nous exigeons l'ouverture immédiate de véritables négociations sur les missions, l'emploi, les rémunérations et les conditions de travail en lieu et place de cette séance de cirque qui n'est qu'un fastidieux monologue destiné à justifier le dynamitage du service public.